

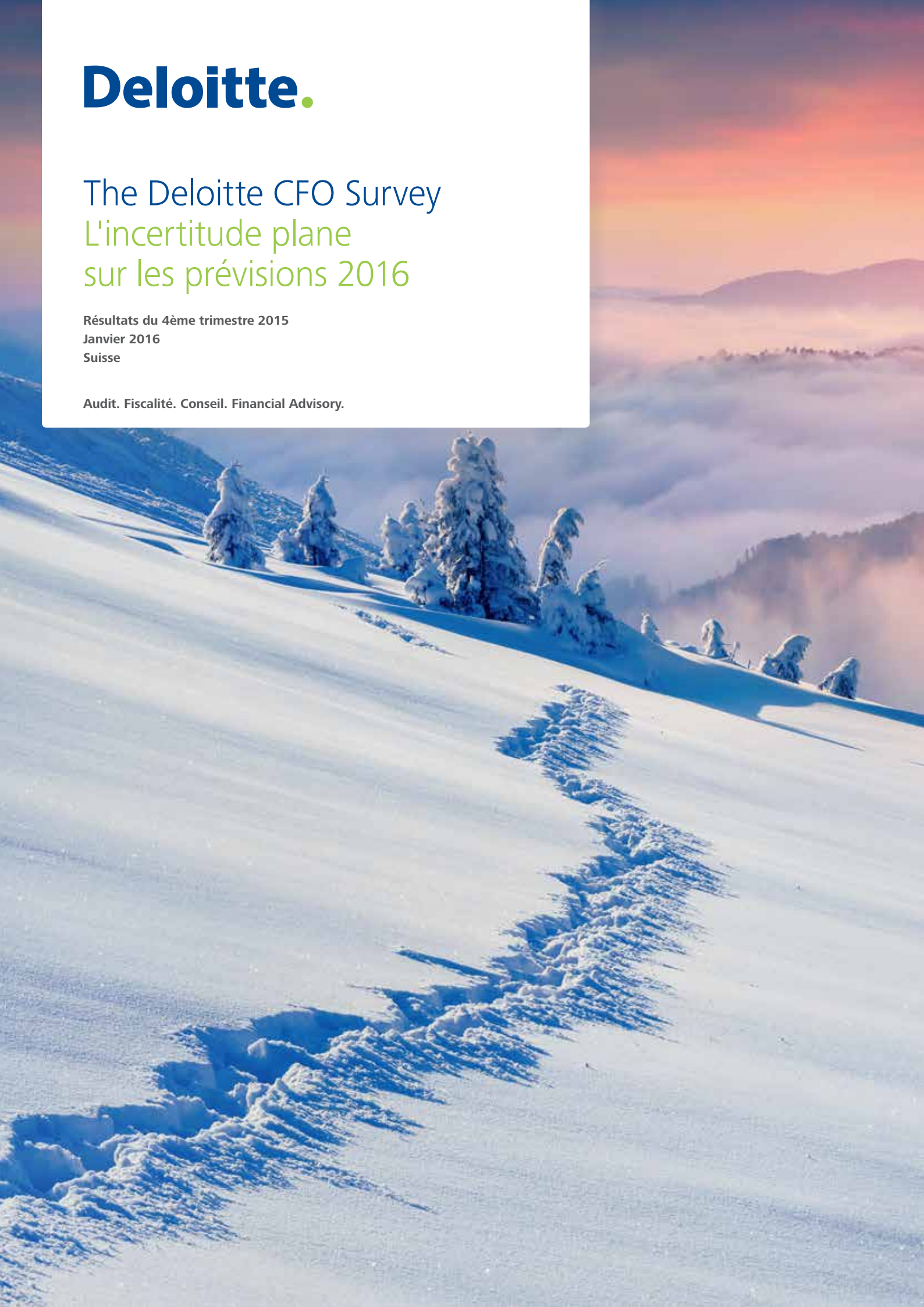
The Deloitte logo, consisting of the word "Deloitte" in a bold, blue, sans-serif font, followed by a small green dot.

The Deloitte CFO Survey

L'incertitude plane sur les prévisions 2016

Résultats du 4ème trimestre 2015
Janvier 2016
Suisse

Audit. Fiscalité. Conseil. Financial Advisory.



Sommaire

Indice de confiance des CFO	3
Points clés du sondage	4
Défis et opportunités pour 2016	5
Stabilisation des perspectives économiques	6
De meilleures perspectives financières pour les entreprises	7
Un appétit au risque limité	8
Attractivité du contexte financier	9
Questions spécifiques sur le traitement des charges immobilières dans le bilan de l'entreprise	10
Annexe 1: Graphiques complémentaires	11
Annexe 2: Archives de données	12
Contacts et auteurs	13

Nous avons le plaisir de vous présenter la vingt-sixième édition de notre sondage trimestriel mené auprès des directions financières des grandes entreprises basées en Suisse. Le sondage analyse leurs comportements en matière de perspectives économiques, de financement, de stratégie et de risques. Il est conçu de manière à identifier les tendances et principaux changements au sein des entreprises suisses. La CFO Survey est une publication unique en son genre en Suisse.

La CFO Survey du quatrième trimestre 2015 a été réalisée du 18 novembre au 14 décembre 2015. Au total, 123 CFO représentant des sociétés cotées et de grands entreprises y ont pris part. Les participants représentent l'ensemble des grandes industries de l'économie suisse.

La Deloitte CFO Survey est rédigée et produite par Dr. Michael Grampp, Chief Economist, et Dennis Brandes, Research Manager, Deloitte.

Note sur la méthodologie

Dans ce sondage, certains graphiques indiquent les résultats sous forme de solde net, obtenu en retranchant le pourcentage de personnes interrogées donnant une réponse négative du pourcentage de celles donnant une réponse positive. Les réponses qui ne sont ni positives, ni négatives sont considérées comme neutres.

En raison des arrondis, le total n'atteint pas toujours 100%. Pour des raisons de lisibilité, l'intégralité des questions du sondage n'est pas systématiquement prise en compte dans l'étude publiée. La sélection des questions pertinentes se fait en fonction du contexte économique et financier actuel. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations concernant les questions ne figurant pas dans ce sondage.



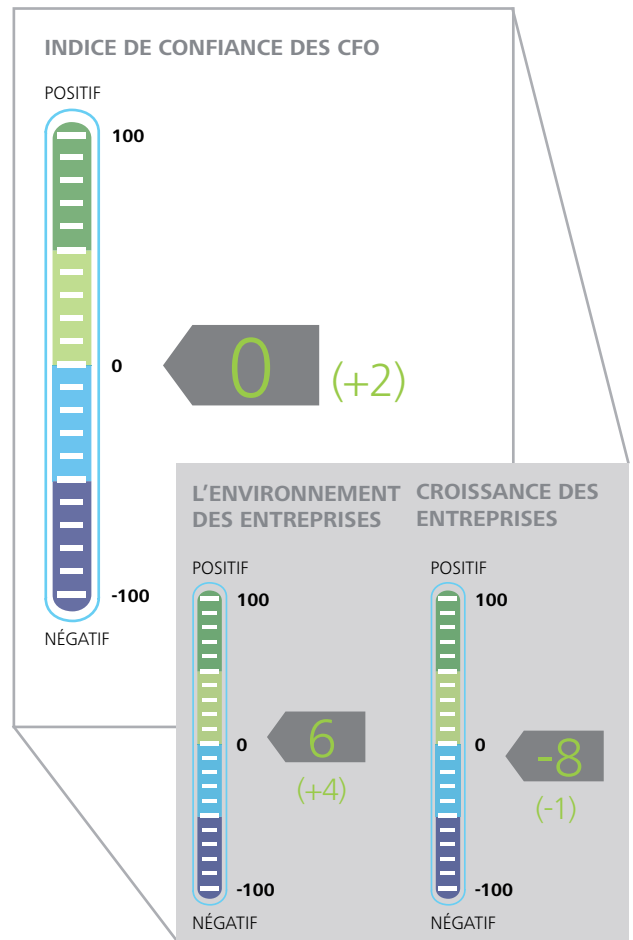
Indice de confiance des CFO

Pour les entreprises suisses, l'année 2015 a été marquée par les nombreux défis et les mauvaises surprises, l'événement le plus important étant probablement la suppression du taux de change plancher du franc suisse par rapport à l'euro en janvier 2015. Très peu s'y attendaient et la sidération était clairement visible dans notre enquête du premier trimestre 2015, avec une chute de l'indice de confiance des CFO de 33 points de pourcentage. Les trois trimestres qui ont suivi ont connu une augmentation modérée, mais l'indice stagne à un faible niveau au quatrième trimestre à tout juste 0.

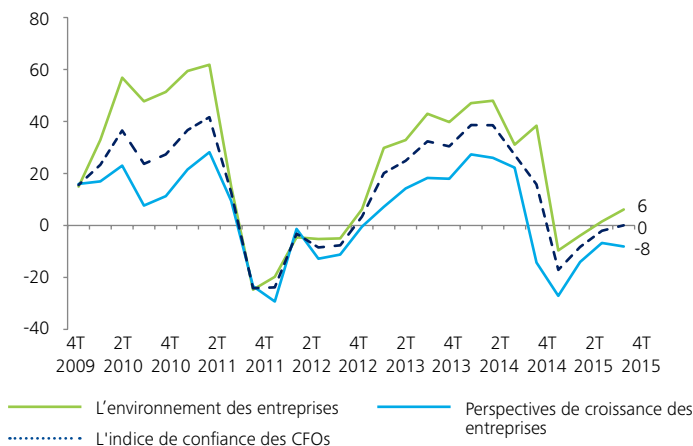
On peut se risquer à évoquer une stabilisation dans un contexte marqué par les défis. Une large partie de l'économie suisse, donc les entreprises, s'est remis de cette onde de choc liée au taux plancher du franc suisse et s'est adaptée à la nouvelle réalité. Il reste cependant encore des entreprises qui doivent continuer à lutter pour s'en sortir. Mais, selon de nombreux CFO, l'année à venir ne sera pas uniquement marquée par les inquiétudes liées au franc fort. Le climat géopolitique incertain et le renforcement des réglementations sont également au cœur de leurs préoccupations.

D'autres facteurs externes renforcent cette idée: l'activité mondiale a perdu de son dynamisme et l'inquiétude concernant le développement économique de certains des nouveaux pays industrialisés et pays exportateurs les plus importants ne cesse de grandir. L'espoir ne vient actuellement que de la solidité de l'économie américaine et de quelques pays d'Europe, comme le montre la dernière enquête européenne Deloitte CFO Survey (www.deloitteresearchemea.com).

Il y a cependant des signaux positifs pour 2016: près d'un CFO interrogé sur deux s'attend à des résultats financiers positifs pour son entreprise, plus de la moitié prévoit une augmentation du chiffre d'affaires et on voit même la volonté d'investissement se développer, à un niveau malgré tout assez bas. De plus, de bonnes perspectives de croissance et d'innovation sont à prévoir sur l'année à venir.



INDICE DE CONFIANCE DES CFO



L'indice de confiance des CFO

L'indice de confiance Deloitte des CFO compile les résultats de la CFO Survey, reconduite régulièrement. Il comprend deux sous-indices: le sous-indice de l'environnement des entreprises et le sous-indice de croissance des entreprises.

Le sous-indice de l'environnement des entreprises reflète l'opinion des CFO sur la conjoncture économique dans son ensemble et inclut leur point de vue sur les perspectives de l'économie, de l'environnement financier (coût et disponibilité du crédit), des risques de change et de la demande sur les marchés étrangers. Le sous-indice de croissance des entreprises reflète l'opinion des entreprises sur la croissance et présente le point de vue des CFO sur les perspectives de l'entreprise, de l'appétit au risque et des activités de fusions-acquisitions.

Points clés du sondage



33%

sont pessimistes quant aux perspectives économiques de la Suisse au cours des douze prochains mois.

Des perspectives économiques encore maussades

Les CFO restent assez pessimistes concernant les perspectives économiques. Environ un tiers d'entre eux se montrent optimistes quant aux perspectives économiques du pays dans les douze mois à venir, tandis que les optimistes ne sont que 24%.



45%

sont optimistes quant aux perspectives financières de leur entreprise au cours des douze prochains mois.

Des perspectives financières plus optimistes

Les CFO semblent afficher davantage d'optimisme quand aux perspectives financières de leurs propres entreprises. Près d'un CFO sur deux (45%) juge que les perspectives sont positives sur les douze mois à venir (36% au trimestre précédent), tandis que seulement un sur cinq (20%) (30% au trimestre précédent) juge que les perspectives sont négatives. On retrouve les mêmes prévisions optimistes à propos de l'évolution du chiffre d'affaires puisque 58% des CFO prévoient une croissance. De même, la propension à investir est également plus forte.



70%

perçoivent les risques géopolitiques comme le plus gros risque pour leur entreprise.

Les risques géopolitiques en point de mire

Les risques de nature géopolitique figurent en première place des sujets de préoccupation, probablement en réaction aux attaques terroristes de Paris. Les autres risques évoqués par les CFO sont la force du franc suisse, le renforcement des réglementations en Suisse et un manque de main d'œuvre qualifiée.



56%

s'attendent à une augmentation du taux d'intérêt en Suisse à partir de 2018.

Une remontée des taux d'intérêts majoritairement attendue après 2018: les CFO sont prudents lors du calcul des taux de change

56% des CFO estiment que la hausse des taux d'intérêts n'interviendra pas avant 2018. Dans le même temps, 17% tablent sur une augmentation à partir de 2019. Les attentes concernant l'inflation et les taux de change à venir n'ont pratiquement pas changé par rapport au trimestre précédent. Une inflation moyenne de 0.8 % sur 2 ans et un taux de change EUR/CHF à 1.09 au cours des douze prochains mois. Les CFO jouent la carte de la sécurité lors de la création du budget 2016 et réalisent leurs calculs avec un taux de change EUR/CHF à 1.07. Cela confirme la position prudente de nombreux CFO.

Défis et opportunités pour 2016

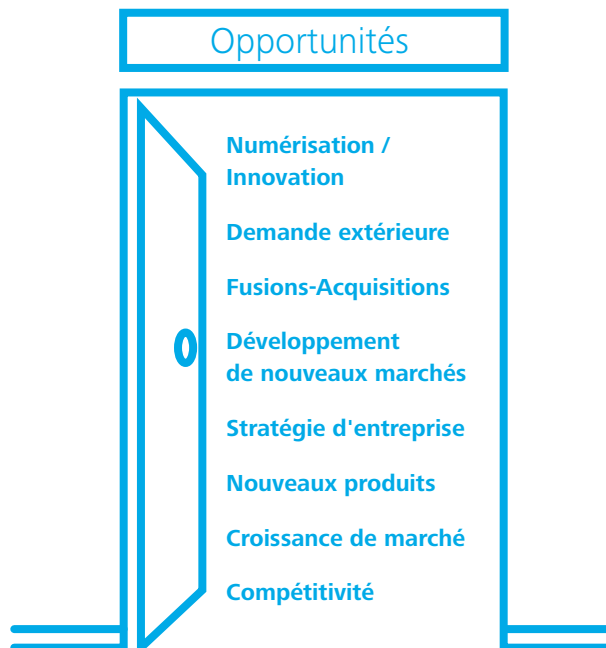
Les entreprises abordent la nouvelle année avec des sentiments mitigés. Les défis à relever sont tout aussi importants que ceux de l'année dernière.

La vigueur du franc suisse a été citée par près d'un quart des interrogés comme étant l'un des principaux défis pour l'année 2016 (saisie libre de 3 défis et 3 opportunités). Les taux d'intérêts, le manque de main d'œuvre qualifiée et le contexte réglementaire reviennent également à plusieurs reprises. Les pressions sur les prix, les coûts et les marges ont également été cités par plus d'un tiers des participants et s'annoncent comme un vrai casse-tête.

Mais les entreprises ne restent pas passives face à ce contexte exigeant. Près d'un tiers des participants a mentionné la mise en œuvre efficace de la stratégie de croissance de leur entreprise comme étant un défi essentiel à relever, ce qui montre à quel point les entreprises comptent sur la croissance.

Le contexte externe n'est pas considéré uniquement comme un défi. En effet, plus d'un cinquième des entreprises ont évoqué une hausse de la demande, intérieure comme extérieure, comme étant l'une des opportunités pour 2016. Les USA est le marché le plus fréquemment cité, mais l'Europe et la Chine ont également été mentionnées.

Les plus confiants misent sur leurs propres capacités. Leur propre compétitivité est donc souvent citée, basée par exemple sur une position de marché dominante ou sur la qualité des produits. Ils sont également nombreux à considérer les stratégies d'entreprise comme des opportunités leur permettant de se positionner encore mieux. Près de 10% voient la numérisation et l'innovation comme un défi, mais ils sont près de 20% à considérer ces mêmes facteurs comme des opportunités. Par ailleurs, environ 10% considèrent que l'introduction de nouveaux produits est synonyme d'opportunité. Enfin, la croissance est également vue comme une source d'opportunité: environ un dixième des CFO interrogés ont mentionné la croissance organique des marchés et une croissance externe ou des coopérations.

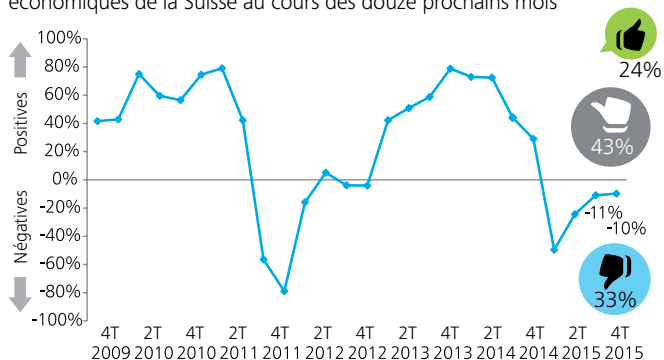


Stabilisation des perspectives économiques

Les attentes des CFO en matière de croissance économique n'ont que peu changé par rapport au trimestre précédent. Une petite majorité est toujours pessimiste concernant les perspectives au cours des douze prochains mois (33% contre 24% d'optimistes). Les attentes sont toutefois bien meilleures en comparaison à la chute enregistrée au premier trimestre 2015.

Graphique 1. Le pessimisme quant aux perspectives économiques reste de mise

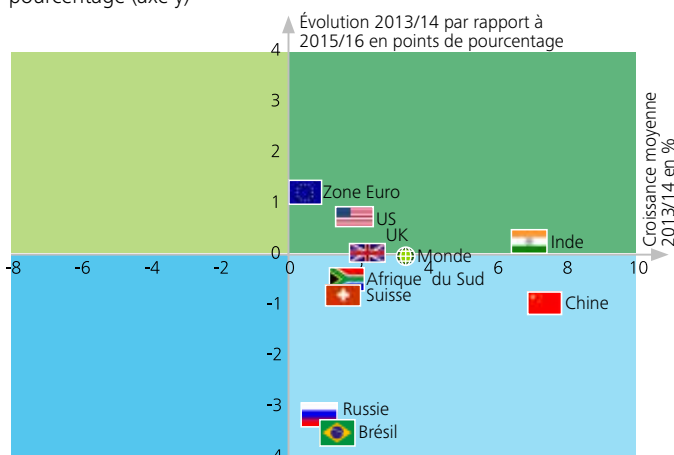
Solde net des CFO jugeant positivement/négativement les perspectives économiques de la Suisse au cours des douze prochains mois



Il en va de même pour les prévisions de croissance pour les années 2015 et 2016. Un ralentissement de la croissance est attendu pour la Suisse, mais cette croissance sera tout de même positive. De nombreuses économies majeures suivent une voie contraire. Alors que, d'un côté, la croissance en Chine, en Afrique du Sud et surtout au Brésil et en Russie devrait être plus faible qu'en 2013 et en 2014, on s'attend à une accélération de celle-ci pour les États-Unis et surtout pour la zone Euro. La reprise dans la zone Euro se fait cependant sur une base très faible et de nombreux risques persistent.

Graphique 2. Évolution des taux de croissance mondiaux du PIB

Croissance moyenne du PIB 2013/14 (axe x) et ajustement 2013/14 par rapport à la moyenne des estimations pour 2015/16 en points de pourcentage (axe y)

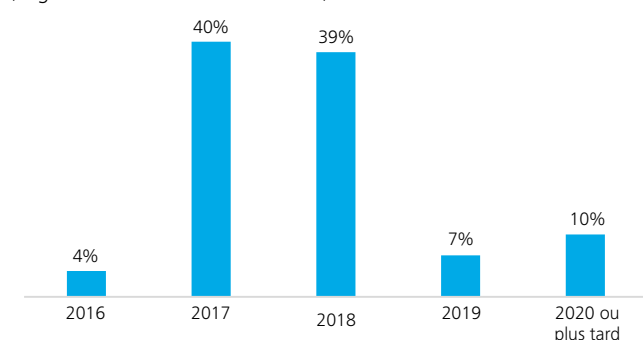


Source: Fonds monétaire international, SECO

Les taux d'intérêts sont à un niveau historiquement bas en Suisse et ailleurs depuis la crise financière. L'abandon du taux plancher et l'introduction de taux d'intérêts négatifs qui en découle a entraîné un nouvel abaissement des taux d'intérêts. Une normalisation du contexte macroéconomique devrait donc mener à une normalisation du niveau des taux d'intérêts. Selon les CFO, il ne faut cependant pas s'y attendre dans un avenir proche. Plus de la moitié d'entre eux (56%) s'attendent à une hausse des taux d'intérêts au plus tôt en 2018, et près d'un cinquième (17%) à partir de 2019 ou plus tard. En conséquence, les prévisions en matière de taux de change et d'inflation restent à quelques détails près inchangées (voir annexe).

Graphique 3. Prévision des taux d'intérêts

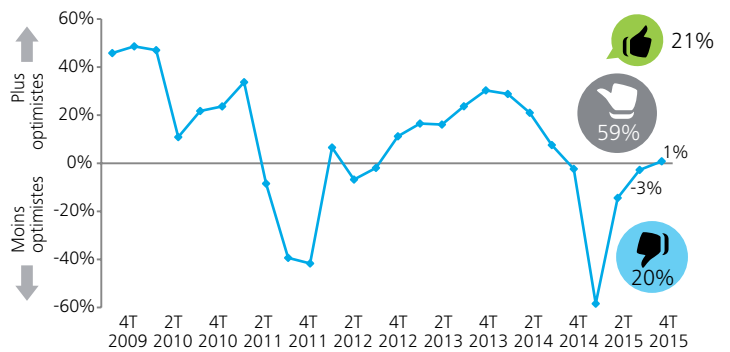
Quand pensez-vous voir arriver une modification des taux d'intérêts (augmentation des taux directeurs) en Suisse?



De meilleures perspectives financières pour les entreprises

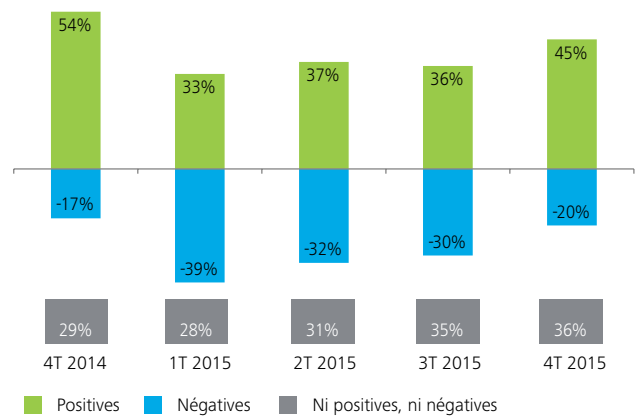
Les perspectives financières des entreprises se sont stabilisées par rapport au trimestre précédent, mais elles sont encore bien loin du niveau maximum atteint en 2013. Une grosse majorité (59%) évoque des perspectives similaires, 21% des perspectives plus optimistes et 20% des perspectives moins optimistes par rapport au trimestre précédent (solde net 1%).

Graphique 4. Perspectives financières des entreprises
Solde net montrant comment les CFO jugent les perspectives financières de leur entreprise aujourd'hui par rapport à il y a trois mois



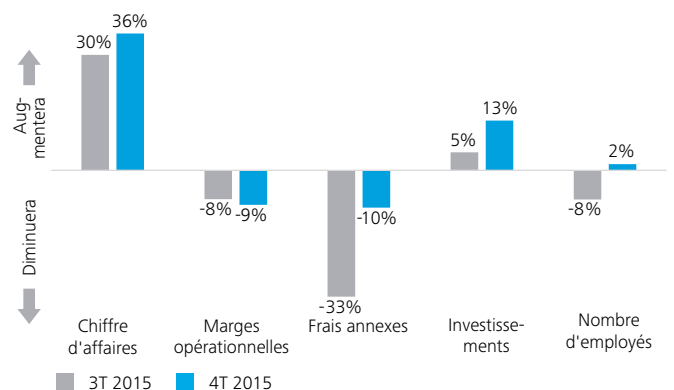
Bonne surprise, une tendance positive se dessine lorsque l'on parle des perspectives commerciales au cours des douze mois à venir. Près d'un CFO sur deux (45%) s'attend à une évolution positive, contre un sur cinq (20%) qui s'attend à une évolution négative. Il s'agit d'une véritable amélioration par rapport aux résultats du trimestre précédent, qui se reflète sur les indicateurs sondés.

Graphique 5. Perspectives financières
Comment jugez-vous les perspectives financières de votre entreprise au cours des douze prochains mois?



Une majorité croissante (58%) s'attend à une augmentation du chiffre d'affaires dans les douze prochains mois, tandis que seulement 22% anticipent un recul, avec pour résultat une hausse du solde net de 30% (Q3) à 36% (Q4). Les prévisions de marges restent approximativement au niveau du trimestre précédent (solde net -9%). On constate une forte hausse au niveau des dépenses discrétionnaires, un indicateur avancé classique. On note notamment une gestion bien moins restrictive des dépenses que lors du trimestre précédent. Les intentions d'investissement augmentent également. Ces prévisions peuvent indiquer que les entreprises sont disposées à investir et à plus dépenser pour atteindre leurs objectifs de croissance. Elles indiquent cependant aussi, que de nombreuses coupes ont déjà eu lieu par le passé et que le citron a lentement, mais sûrement été pressé.

Graphique 6. Indicateurs économiques
Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation/baisse de la performance des indicateurs économiques de leur entreprise au cours des douze prochains mois



Un appétit au risque limité

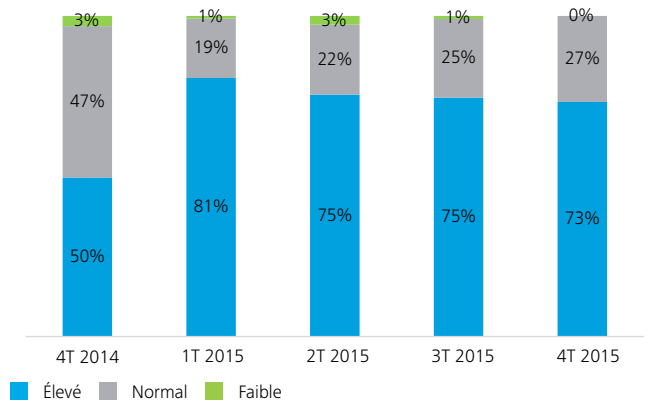
Les CFO ne cessent de mentionner l'incertitude du contexte économique et financier depuis quatre trimestres. Ils sont 73% ce trimestre à considérer l'incertitude comme étant élevée (75% au trimestre précédent) et 27% à la considérer normale (25% au trimestre précédent). Aucun CFO ne juge le niveau d'incertitude comme étant faible. Ce jugement se répercute sur la propension des entreprises à prendre des risques.

L'appétit au risque qui avait fortement reculé depuis la fin de l'année 2014 s'est encore stabilisé au quatrième trimestre 2015 à un faible niveau. 80% ne voient aucune raison valable de prendre davantage de risques avec leur bilan. Seul un CFO sur cinq est, au contraire, prêt à prendre des risques. La prudence des CFO est bien visible avec les taux de change franc suisse/Euro adoptés dans le calcul du budget des entreprises pour 2016, comme le montre une question séparée. En moyenne, un franc légèrement plus fort qu'attendu a été utilisé: EUR/CHF 1.07 dans les budgets, contre EUR/CHF 1.09 pour les prévisions.

Parmi les risques perçus, ce sont les risques géopolitiques qui occupent désormais la première place (+11 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2015), certainement en réaction aux attaques terroristes de Paris. Les autres risques principaux évoqués par les CFO sont le franc suisse fort (63%) et le renforcement des réglementations en Suisse (58%). Il convient également de ne pas sous-estimer le risque d'un affaiblissement de la demande, intérieure et extérieure, mentionné par près d'un CFO sur deux. Concernant les risques internes, le manque de main d'œuvre qualifiée apparaît comme la première préoccupation évoquée.

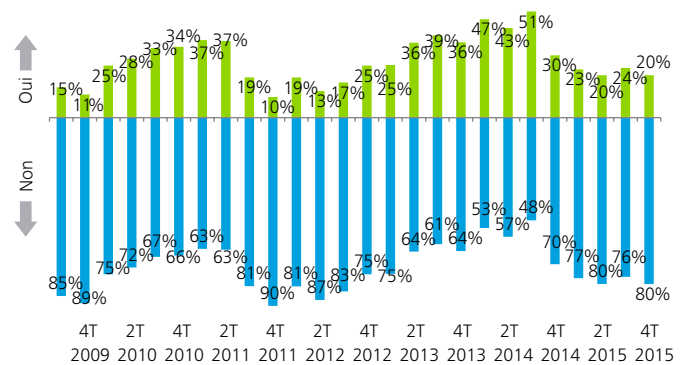
Graphique 7. Incertitude

Comment évaluez-vous le niveau d'incertitude actuel lié au contexte économique et financier?



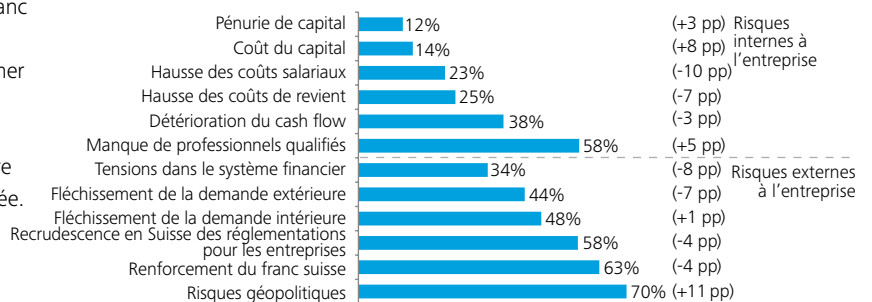
Graphique 8. Risques avec les bilans d'entreprise

Selon vous, est-ce le bon moment de prendre davantage de risques avec votre bilan?



Graphique 9. Risques

Parmi les facteurs suivants, quels sont ceux qui représentent un risque conséquent pour votre entreprise au cours des douze prochains mois? (plusieurs réponses possibles)



Parenthèses: Variation par rapport au 3T 2015 en points de pourcentage (pp)

Attractivité du contexte financier

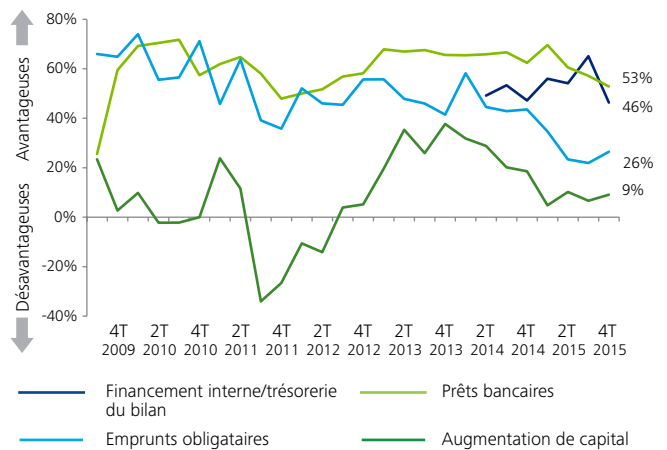
Le contexte financier reste malgré tout attractif selon les CFO. Les prêts bancaires et le financement interne ont été, comme au trimestre précédent, considérés comme étant les plus avantageux. Les emprunts obligataires et les augmentations de capital ferment la marche. Toutes les formes de financement sont considérées comme avantageuses par une majorité, même si l'attractivité des augmentations de capital et, dans une moindre mesure, des emprunts obligataires a fortement diminué au cours de ces deux dernières années. Encore un signe d'une aversion au risque toujours plus marquée.

Ceci se traduit également par le jugement porté sur les conditions d'accès au crédit en fonction de la disponibilité et des coûts. Près de deux tiers des participants estiment que la disponibilité et le coût des crédits sont avantageux, tandis que moins d'un répondant sur cinq considère ces facteurs comme étant moins avantageux. En conséquence, on arrive à des soldes nets positifs approchant 50%.

Les demandes futures de crédits pour les douze prochains mois ont légèrement augmenté ce trimestre pour un solde net de 23%. On peut citer parmi les facteurs d'influence, la propension à investir légèrement plus élevée (voir graphique 6) et les conditions de financement favorables.

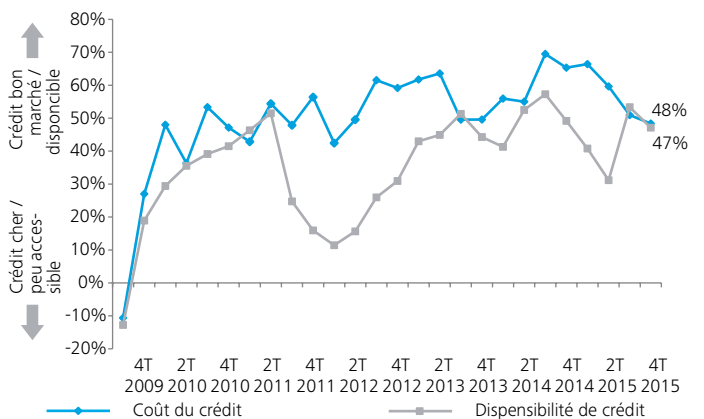
Graphique 10. Financement des entreprises

Comment évaluez-vous les sources de financement suivantes pour les entreprises suisses? Solde net



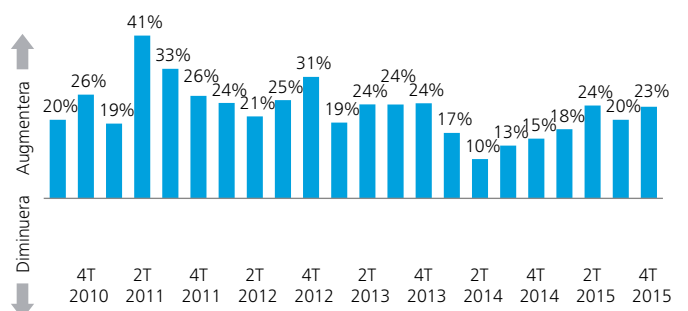
Graphique 11. Disponibilité de crédit

Comment jugez-vous la disponibilité globale et les coûts totaux de nouveaux crédits pour les entreprises? Solde net



Graphique 12. Demandes de crédit

Selon vous, comment la demande de votre entreprise pour de nouveaux crédits va-t-elle évoluer au cours des douze prochains mois? Solde net



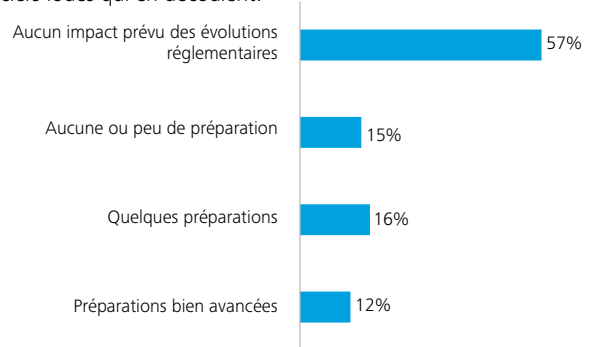
Questions spécifiques sur le traitement des charges immobilières dans le bilan de l'entreprise

Conformément aux normes IFRS 16, les contrats de location de plusieurs années doivent être inclus au bilan à partir du 1er janvier 2019. 72% de toutes les entreprises interrogées sont seulement partiellement, voire pas du tout, préparées à cette nouvelle situation et elles sont nombreuses à ne prévoir aucun impact sur leur activité. Cela est probablement dû au délai de quelques années avant la mise en application ainsi qu'au peu de connaissances de la nouvelle règle IFRS, qui est toujours en phase d'adoption. Pour les entreprises qui s'attendent à être impactées, près de deux tiers ont déjà entrepris les préparatifs. Pour les entreprises actives à l'international, il sera à cette occasion nécessaire de centraliser l'accès à tous les contrats de location conclus et d'introduire des solutions informatiques pour la comptabilité leasing.

En outre, des discussions auront lieu à l'ONU, aux institutions européennes et en Suisse à propos d'éventuelles modifications des réglementations concernant une plus forte taxation liée au bilan environnemental et à l'empreinte carbone des biens immobiliers des entreprises. Les premières études vont dans le sens d'une taxation similaire à celle de l'industrie automobile. Cette décision est motivée par le fait qu'environ 40% des émissions mondiales de CO2 sont dues à la construction, l'exploitation et la valorisation des biens immobiliers. Près de deux tiers des entreprises interrogées ne sont pas encore au courant des éventuelles modifications en matière de taxation ou n'ont encore entrepris aucun préparatif. Comme certaines entreprises ont déjà mis en place des rapports d'impact environnemental indépendamment des possibles changements de réglementations, au moins 11% seraient déjà bien préparées, en particulier grâce à l'utilisation plus fréquente de biens fonciers certifiés (Minergie etc.).

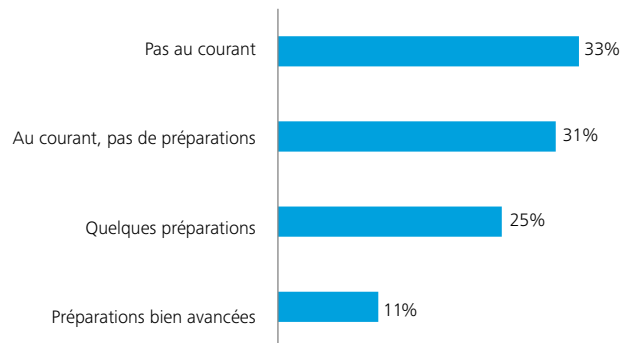
Graphique 13. Incidences des amendements des normes IFRS sur les biens fonciers loués

Dans quelle mesure votre entreprise est-elle préparée aux modifications à venir des normes IFRS et aux impacts sur les biens fonciers loués qui en découlent?



Graphique 14. Modifications éventuelles du traitement comptable des bilans environnementaux des biens immobiliers

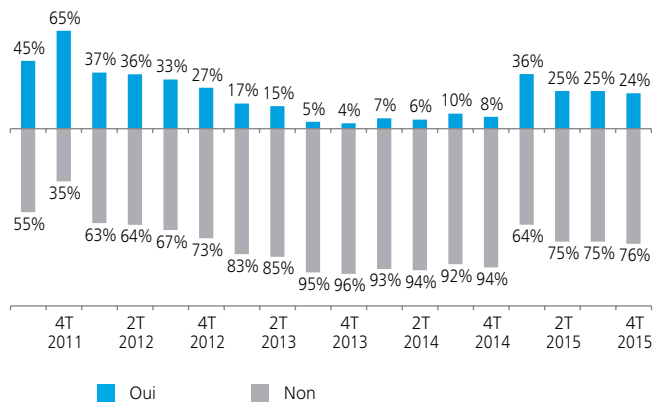
Dans quelle mesure êtes-vous au courant des futures modifications des réglementations concernant le reporting plus détaillé des impacts sur le bilan environnemental/de l'empreinte carbone de vos biens fonciers sur votre bilan, et dans quelle mesure y êtes-vous préparé?



Annexe 1: Graphiques complémentaires

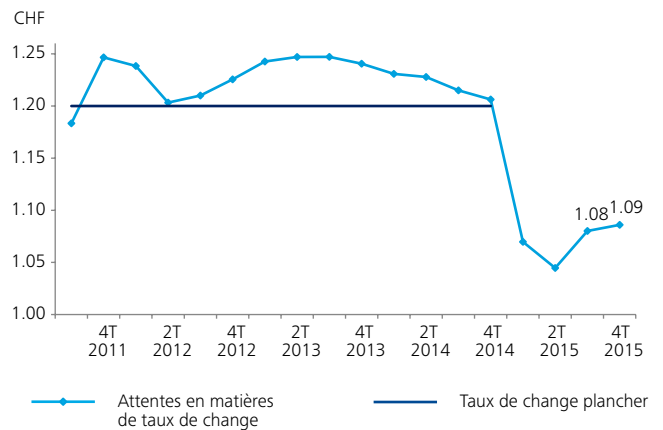
Prévisions en matière de récession

Vous attendez-vous à une récession en Suisse au cours des deux prochaines années?



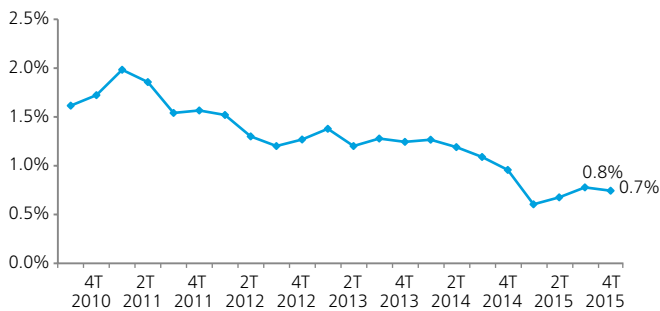
Taux de change

À quel taux de change franc suisse/Euro vous attendez-vous dans les douze prochains mois?



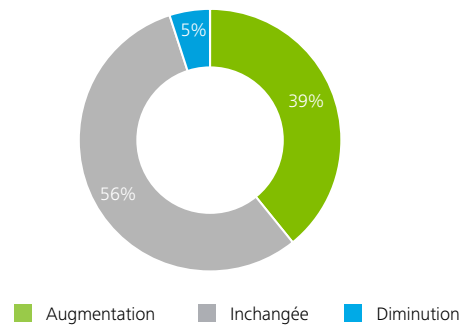
Prévisions en matière d'inflation

À quel taux d'inflation vous attendez-vous dans un délai de deux ans, par rapport à l'index des prix à la consommation suisse?



Activités de Fusions-Acquisitions

Au cours des douze prochains mois, à quelle évolution vous attendez-vous concernant les activités de fusions-acquisitions sur les marchés dans lesquels votre entreprise exerce ses activités?



Annexe 2: Archives de données

Pour faciliter l'interprétation des résultats, nous avons classé dans ce tableau toutes les réponses à certaines des questions couvertes par ce sondage. En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Tous les résultats de cette étude depuis le troisième trimestre 2009 sont consultables sur notre site internet à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey

	4T 2011	1T 2012	2T 2012	3T 2012	4T 2012	1T 2013	2T 2013	3T 2013	4T 2013	1T 2014	2T 2014	3T 2014	4T 2014	1T 2015	2T 2015	3T 2015	4T 2015
A vos yeux, quelles sont les perspectives économiques pour la Suisse dans les 12 prochains mois?																	
Positives	4%	20%	33%	26%	28%	53%	56%	63%	80%	76%	75%	53%	41%	10%	16%	26%	24%
Ni positives, ni négatives	13%	45%	39%	44%	41%	35%	39%	32%	18%	22%	23%	38%	47%	30%	43%	36%	43%
Négatives	83%	36%	28%	30%	32%	11%	5%	4%	2%	3%	3%	9%	12%	60%	41%	37%	33%
Résultat net	-79%	-16%	5%	-4%	-4%	42%	51%	59%	79%	73%	73%	44%	29%	-50%	-24%	-11%	-10%
Comparé aux trois derniers mois, comment jugez-vous les perspectives financières de votre entreprise?																	
Plus optimistes	10%	27%	20%	26%	35%	32%	36%	37%	38%	37%	33%	26%	21%	6%	20%	23%	21%
Inchangées	38%	52%	53%	46%	42%	52%	45%	50%	55%	55%	56%	55%	55%	29%	46%	51%	59%
Moins optimistes	52%	21%	27%	28%	23%	16%	19%	13%	7%	8%	12%	18%	23%	65%	34%	26%	20%
Résultat net	-42%	7%	-7%	-2%	11%	17%	16%	24%	30%	29%	21%	8%	-2%	-58%	-14%	-3%	1%
Selon vous, comment le besoin de financement par nouveau crédit de votre entreprise évoluera-t-il au cours des 12 prochains mois?																	
Il augmentera	36%	30%	30%	40%	38%	32%	37%	40%	36%	30%	31%	32%	28%	30%	35%	32%	33%
Il ne changera pas	54%	64%	60%	44%	55%	56%	50%	44%	52%	57%	48%	50%	59%	57%	53%	55%	57%
Il diminuera	10%	6%	10%	15%	7%	12%	13%	16%	12%	13%	21%	18%	13%	13%	12%	12%	10%
Résultat net	26%	24%	21%	25%	31%	19%	24%	24%	24%	17%	10%	13%	15%	18%	24%	20%	23%
Comment évaluez-vous les coûts globaux des nouveaux crédits pour les entreprises?																	
Élevés	9%	15%	12%	9%	5%	5%	6%	10%	12%	6%	8%	5%	5%	7%	6%	10%	16%
Normaux	27%	27%	26%	21%	31%	28%	25%	31%	26%	31%	28%	20%	25%	19%	28%	30%	20%
Faibles	65%	58%	62%	70%	64%	67%	69%	59%	62%	62%	63%	75%	70%	73%	66%	61%	64%
Résultat net	56%	42%	50%	62%	59%	62%	64%	50%	50%	56%	55%	69%	65%	66%	60%	51%	48%
Selon vous, est-il facile pour une entreprise d'obtenir actuellement un nouveau crédit?																	
Accessible	37%	38%	38%	42%	49%	54%	54%	61%	56%	53%	61%	63%	56%	54%	48%	63%	60%
Comme par le passé	41%	35%	39%	41%	32%	34%	36%	29%	33%	35%	31%	31%	36%	34%	36%	28%	26%
Difficile	21%	27%	23%	16%	19%	11%	9%	10%	11%	12%	8%	6%	7%	13%	17%	10%	13%
Résultat net	16%	11%	16%	26%	31%	43%	45%	51%	44%	41%	53%	57%	49%	41%	31%	53%	47%

Contacts et auteurs

Contacts

Thierry Aubertin

Associé
Responsable Suisse romande
+41 58 279 80 15
thaubertin@deloitte.ch



Alexandre Buga

Associé
Audit & Risk Advisory
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch



Jean-François Lagassé

Associé Responsable
Financial Advisory
+41 58 279 81 70
Jlagasse@deloitte.ch



Caroline Dumont

Marketing & Communication
+41 58 279 80 97
cdumont@deloitte.ch



Auteurs

Dr. Michael Grampp

Chief Economist and Head
of Research
+41 58 279 68 17
mgrampp@deloitte.ch
Suivez-moi sur Twitter
[@michaelgrampp](https://twitter.com/michaelgrampp)



Dennis Brandes

Research Manager
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch



Remerciements

Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

La Deloitte CFO Survey est soutenue par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers en Suisse.

Participation à notre étude et accès aux précédentes enquêtes

Si vous souhaitez participer à notre étude, ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, nous vous invitons à nous écrire à cfosurvey@deloitte.ch. Les exemplaires des précédents CFO Survey sont consultables sur notre site web à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey.

Notes

Notes

Deloitte fait référence à Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une « UK private company limited by guarantee» (une société à responsabilité limitée de droit britannique) et à son réseau de sociétés affiliées, formant chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte LLP, la société britannique affiliée de DTTL.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

La présente publication a été rédigée en des termes généraux et ne peut servir de référence pour des situations particulières; l'application des principes ainsi définis dépendra de circonstances spécifiques et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA conseille volontiers les lecteurs sur la manière d'intégrer les principes définis dans la présente brochure à leur situation propre. Deloitte SA décline tout devoir de diligence ou de responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir en raison du contenu de la présente publication.